



MEMORANDUM DE L'OLUCOME SUR LES SOLUTIONS A APPORTER A LA CRISE BURUNDAISE ACTUELLE

L'Observatoire de Lutte contre la corruption et les malversations Economiques (OLUCOME) toujours préoccupé par la crise actuelle au Burundi est conscient que les remèdes durables à cette dernière doivent être fondés et ancrés dans ses réelles causes. Car si l'on focalise la recherche de solutions sur les fausses causes, l'Observatoire estime qu'elles seront également dérisoires.

La Médiation est dès lors demandée à cerner les vraies questions qui hantent la stabilité politique, économique, sécuritaire et sociale au Burundi en établissant les priorités dans les causes et leurs remèdes ainsi que les protagonistes même si pour le gouvernement la discrimination dans la détermination de ces derniers semble être le maître mot.

1^{ère} partie : Les causes majeures du cycle de violences et du sous développement au Burundi

1. Le Burundi est un pays de l'Afrique centrale qui a accédé au régime présidentiel le 28 novembre 1966 sous le coup de force du Président de la République le capitaine Michel Micombero qui avait renversé Ntare V le Prince Ndizeye Charles. Durant la période de la royauté, les burundais étaient unis, travaillaient tous pour le même Roi et la même Nation sans aucune exclusion, participaient au développement du Royaume et combattaient ensemble tout ennemi du Burundi. La preuve la plus citée étant la

redoutable bataille contre l'esclavagiste Rumailza et les premiers envahisseurs allemands. L'idéologie ethnique (Tutsi, Hutu, Twa) a pris racine dans les cœurs des burundais et a été arrosée par les colonisateurs successifs qui en ont fait une base politique dans tous les domaines de leur intervention. Les régimes politiques qui ont succédé à la colonisation n'ont pas changé le mode de gouvernement mais ont plutôt amplifié les tensions ethniques par des politiques de discrimination. Les années sombres dans l'histoire de notre pays ont été le couronnement de cette politique d'exclusion et nous citons les tristes événements de 1965, 1972, 1988, 1991, 1993 qui ont mis à nu l'exploitation des ressentiments ethniques dans le but d'accéder au pouvoir pour les uns et de s'y maintenir pour les autres. Les crimes qui ont été perpétrés à toutes ces occasions consistaient en des actes d'extermination des opposants politiques réels ou supposés. Les trois partis politiques UPRONA FRODEBU et CNDD-FDD qui ont dirigé le Burundi depuis l'indépendance n'ont pas développé le pays comme il fallait mais les autorités issues de ces partis renforçaient leur parti politique pour se maintenir au pouvoir, s'enrichissaient individuellement au détriment de la population et n'étaient pas aussi épargné de tous ces vices décrits ci-hauts.

Les mêmes actes ont été réédités lors de cette crise de depuis avril 2015. Ainsi, l'envie inconsidérée du pouvoir et la volonté d'y accéder par toutes les formes de voies, y compris les plus brutales, et de s'y maintenir quoi qu'il en coûte, date de très longtemps chez nos politiciens burundais qui ont, sans nul doute, été nourris à cette politique de la brutalité, ce qui les incite à tuer l'autre physiquement, psychologiquement, économiquement,...pour gagner illégalement l'« honneur » et l'argent. 9

2. La politique de la brutalité n'a pas épargné le Président Pierre Nkurunziza. Il est plus qu'évident que, lors de l'accession au pouvoir, le discours était le respect scrupuleux de la constitution et par voie de conséquence de l'Accord d'Arusha pour la paix dont celle-ci est issue, mais l'appétit venant en mangeant, il y a pris goût. Il a initié à plusieurs reprises des manœuvres sans équivoque dans le but de se pérenniser au pouvoir par divers moyens. Il a tenté de faire modifier la constitution par le Parlement en 2014 et n'a manqué qu'une seule voix. Il ne lui restait que la voie de la Cour constitutionnelle qui lui obéit au doigt et au regard. Il y est ainsi parvenu et a par là-même réussi son pari de se succéder à lui-même en ne lâchant pas le pouvoir après ses deux mandats constitutionnel.

3. Son maintien au pouvoir obéit à une logique : celle de s'accaparer de la richesse nationale et a, à cette fin, mis en place, avec ses alliés issus du même parti politique, un système et des lois les protégeant parce que même la justice est mise au pas par le Président et son système. A titre d'exemple, les membres de la Cour constitutionnelle burundaise sont nommés par le Président et ne peuvent pas agir contrairement à ses ordres sinon la révocation de leur fonction est la sanction la plus rapidement prise contre tout esprit ou velléité indépendant. Aussi, l'OLUCOME a traité plus de 1000 cas de corruption et de détournement depuis sa création en 2002 qui ont fait un préjudice financier à l'Etat de plus de 1200 milliards de Francs burundais. Les institutions de lutte contre la corruption et la loi y relative (même si elle est lacunaire) existent mais elles n'arrivent pas à faire retourner ces montants suite à l'impunité et à ce système des



corrompus qui sont devenus plus forts que l'Etat. Nous citerons quelques dossiers emblématiques notamment :

Dossier de corruption traité par l'OLUCOME	Montant mis en jeu en USD	Observations
Vol d'un avion présidentiel FALCON 50 en 2006	3 333 333	Sur demande du FMI et BM ,un audit international et une enquête parlementaire ont été menés mais les rapports n'ont jamais été présentés en plénière à l'Assemblée Nationale
Le contrat mafieux pour l'achat du matériel sophistiqué de communication entre la société AAE et le Ministère en charge des finances en 2008	Plus de 550 millions	Sur exigence des USA car l'entreprise était américaine, le contrat a été annulé mais par après le Gouvernement CNDD FDD s'est dirigé vers la Chine
Achat supposé d'un avion présidentiel sur les frais d'AMISOM et des exploitants du	8.5 millions	L'argent a été débloqué en 2014 mais jusqu'aujourd'hui l'avion n'est pas

Nickel de MUSONGATI		encore atterri sur le sol burundais
Fonds destinés à payer les dettes envers la REGIDESO qui logent dans les poches de certains individus	40 millions	La REGIDESO continue à faire recouvrer ces dettes même si la tâche n'est pas facile.
Fonds détournés versés par les exploitants des minerais (Renbow, Flemish,...)	2 millions	L'argent est perçu et géré directement par le cabinet du Président en dehors du budget général de l'Etat.
Avion acheté à crédit qui ne remplit pas les normes après l'avoir acheté en Chine et réceptionné à Bujumbura	30 millions USD à crédit sur 10 ans	Le Gouvernement CNDD FDD s'est dirigé vers la Chine pour solliciter un crédit d'un avion de ligne depuis 2008 l'avion est venu mais depuis son arrivée il n'a jamais décollé suite au refus des services d'aviation civile internationale car l'avion en question ne remplit pas les

		normes.
Interpetrol	32 millions	Volés dans les caisses de l'Etat via le différentiel de change suite à l'importation des produits pétroliers par Interpetrol, société qui importe les produits pétroliers
La concession illégale du terrain de l'ex. marché central de Bujumbura		Cette concession illégale a été suspendue car il a été donné par fraude aux autorités burundaises par une société écran chinoise dirigée par l'Ambassadeur du Burundi en Chine.
Détournement d'une partie du capital du port de Bujumbura	6.5 millions	Les actionnaires alliés au Gouvernement ne sont pas acquittés des montants des actions achetées mais ils continuent à percevoir annuellement les

		dividendes
--	--	------------

4. La stratégie de se maintenir au pouvoir n'exclue pas les assassinats et les menaces de toute forme (emprisonnements, tortures, manipulations, corruption électorale , politique ...) envers les opposants ainsi que l'utilisation de la jeunesse burundaise dans les actes d'intimidation de la population à n'importe quelle occasion de la vie politique du pays. Il en est ainsi lors des scrutins électoraux qui ont eu lieu pour ainsi dire qu'une partie de la population élit ou a élu par contrainte, ce qui n'est pas un scrutin légal. Cette stratégie a été utilisée par tous les partis y compris le parti CNDD-FDD à la veille des élections.
5. L'autre cause majeure de la situation actuelle au Burundi est la crise du Leadership dans notre classe politique. Ainsi qu'il a été relevé plus haut, le Burundi a, depuis son indépendance, manqué de leaders politiques visionnaires dans l'intérêt général mais a eu des dirigeants de clans, d'ethnies et même de régions. Les autorités que le Burundi a toujours eues ne mettent en avant que leurs propres intérêts ou ceux de leur groupe clanique ou régional au lieu de se soucier, en priorité, des problèmes qui hantent les différentes catégories de la population burundaise. Elles font montrer de faiblesses dans les prises de décisions, l'incapacité de les faire respecter et d'établir des visions. Les Leaders burundais sont féconds en paroles mais pas en des actes concrets et réalisables suite à la mauvaise gouvernance dont la corruption entretenue par les mêmes autorités dont les discours sont uniquement creux faute de leur concrétisation. A titre d'illustration, nous citerons la vision 2025, la stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, le Cadre Stratégique de

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

Croissance et de Lutte contre la Pauvreté(CSLP I et II) avec l'allégement de la dette à la hauteur de 1000 milliards Fbu et un financement extérieur de plus de 7 500 milliards de fbu qui au lieu de développer le pays, constitue plutôt un recul pour le développement du pays car actuellement le Burundi est le dernier pays le plus pauvre du monde avec un PIB de 315,2 USD par habitant selon le FMI .

Ce qui enfonce le Burundi dans le sous-développement est ce déficit en leadership qui permet aux autorités de ne privilégier que des affinités sectaires au lieu de prendre toutes les mesures qui s'imposent et de les faire respecter pour aboutir au développement du pays en arrêtant primordiallement les sources de toutes les violences.

6. La crise actuelle découle aussi d'une part de cumul de frustrations de la jeunesse scolarisée sans emplois , les inégalités sociales, l'impunité des crimes , la population très pauvre qui ne sait pas quoi faire, de l'autre part le non-respect des accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation et de la Constitution burundaise par le Président Pierre Nkurunziza pour uniquement se maintenir au pouvoir. En se référant aux actes et différents propos de certaines autorités burundaises proches du Gouvernement (à l'instar du Gouverneur de la province de Muramvya qui a osé dire que tout burundais doit du respect au Président Pierre Nkurunziza au même titre qu'un Roi car le Roi actuel du Burundi est le Président Pierre Nkurunziza) et aux trois photos d'une des pages du manuel de la classe de 8^{ème} récemment utilisé dans le cours de sciences humaines , il est évident qu'il cherche également à devenir le Roi du Burundi. La seule position de sa photo par rapport à celle des deux monarques qui ont dirigé le pays est plus que significative de cette intention : une des photos est du vaillant Roi burundais

Mwezi Gisabo qui a combattu les esclavagistes et les premiers colonisateurs allemands, l'autre du Roi burundais Mwambutsa Bangiricenge, le Roi sous la monarchie duquel le pays a recouvré son indépendance et père du Héros national Louis Rwagasore.

De ce fait, Pierre Nkurunziza est enseigné dans toutes les écoles secondaires du pays par le culte de sa personnalité dans cette intention de se faire sacrer Roi du Burundi surtout que le slogan actuel de la Commission Nationale du Dialogue Interne est la modification de la constitution notamment dans ses dispositions relatives au terme du mandat présidentiel, etc. Sinon, si l'intention était réellement autre pourquoi ne pas avoir mis la photo du défunt Président Bagaza qu'il semble apprécier à travers ses discours. Le non-respect de la constitution et de l'accord d'Arusha est donc une autre cause profonde qui divise les burundais à l'initiative de Pierre Nkurunziza et son équipe.

7. En résumé, nous pouvons soutenir que les causes majeures de la crise actuelle au Burundi et de ces cycles de violences et du sous-développement sont le déficit en Leadership des hautes autorités du pays et l'appétit exagéré du pouvoir des leaders politiques qui mettent en place des systèmes destinés à leur assurer de s'y maintenir ainsi que l'extermination d'autrui pour écarter un problème comme l'a si bien dit un membre du parti au pouvoir, alors Conseiller du Président de la République, la dilapidation de la richesse nationale au seul profit du groupe au pouvoir, l'impunité (car la justice n'est pas indépendante) et le non-respect des lois du pays par les dirigeants.

II^{ème} partie : Les conséquences liées à la crise actuelle

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

1. Ces crises qui ont touché les burundais depuis son accession à l'indépendance, ont causé d'énormes dégâts en vies humaines à hauteur des centaines des milliers, des chocs psychologiques chez la plupart des burundais, la fuite d'une partie active de la population à l'étranger et surtout vers des camps des déplacés à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le cycle du sous-développement, la perturbation de la paix, la mauvaise cohabitation et la discrimination (en milieux scolaires et universitaires, dans les services publics et privés) sur base des critères ethniques et régionaux.

2. Aujourd'hui, la présentation de Président Pierre Nkurunziza aux présidentielles de 2015 par son parti CNDD-FDD en date du 25 avril 2015, a amené une partie des citoyens burundais de la Capitale de Bujumbura et de certains coins de l'intérieur du pays à manifester contre son troisième mandat car celui-ci n'avait pas respecté les accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation et la Constitution du Burundi. Les policiers et certains militaires ont utilisé tous les moyens à leur disposition selon les ordres du Commandât suprême qui est le Président Pierre Nkurunziza en vue d'étouffer autant que possible ces manifestations qui pourtant avant, étaient pacifiques mais perturbées par les forces de l'ordre.

3. Le bilan actuel révélé par certaines organisations internationales fait état de plus de 700 morts, plus de 270 000 burundais réfugiés dans les pays de la sous-région et autres, plus de dix organisations de la société civile suspendues, cinq stations de radios et deux télévisions fermées après les avoir détruites, plus de 6.000 prisonniers et des biens matériels publics et privés dégradés et détruits par l'incendie

ou les armes. Ces violations de droits de l'homme continuent à se commettre au Burundi malgré l'adhésion du Burundi aux traités internationaux y relatifs. L'impunité de ces crimes engendre l'intensification de ces actes ignobles de tueries décriées quotidiennement par les organisations tant nationales qu'internationales des droits de l'homme et même des pays épris du respect de la personne humaine. Ces infractions graves qui heurtent la conscience de la communauté internationale continuent à semer une peur généralisée dans les cœurs des burundais. L'OLUCOME constate qu'il y a eu et persistent des assassinats ciblés, des enlèvements suivis de meurtres de façon horrible puisque des corps sans vie sont constamment retrouvés jetés dans les boisements, les fosses communes. Ces tortures sont commises notamment sur les personnes arrêtées et détenues par le Service National des Renseignements, ... Nous regrettons aussi le réflexe de l'utilisation de la violence par certains éléments des manifestants et le réflexe de certains militaires et policiers dans la tentative du coup d'Etat manqué du 13 mai 2015 et l'usage de la manipulation de tous les côtés (pouvoir et opposition)

4. A côté de ces conséquences immédiates, celles d'ordre économique font peur. Le cours de change d'un dollar américain qui était de 1.500 Francs burundais en avril 2015, est actuellement de 2350 Fbu. Aussi, le Burundi est le pays le plus pauvre du monde selon le classement du Fonds Monétaire International (FMI) de 2015. Le taux de croissance économique au Burundi prévu en 2014 était de 8% mais il a été de -7% en fin 2015. Les prix des denrées alimentaires, des matériaux de construction, des produits pétroliers, ...ont augmenté suite à cette dévaluation de la monnaie

burundaise. Aujourd'hui, une partie des citoyens burundais n'a pas à mettre sous la dent à cause de la réduction du revenu par habitant. Ce qui se matérialise par un taux de malnutrition de plus de 60% avec un indice de la famine d'environ 40%. La plupart des projets de développement se sont arrêtés suite au gel de financement extérieur, le taux de chômage s'est accentué suite à la réduction des membres du personnel de certaines entreprises et ONGs, d'une part, et à la mesure du Gouvernement de non recrutement des agents publics dans certains ministères d'autre part, la production de certaines sociétés a diminué suite au problème d'écoulement de leurs produits, ...

De plus, le Burundi qui était classé en 2005 parmi les 36 pays les plus corrompus et compétitifs du monde en matière économique est aujourd'hui classé le sixième pays le plus corrompu de la planète et le moins compétitif du monde. Rappelons que le budget général de l'Etat est financé à plus de 50 % de l'extérieur dont les projets de développement sont financés par l'extérieur à la hauteur de plus de 95 % pour ainsi dire que le Burundi dépend de son développement économique de l'extérieur. L'économie continue à chuter du jour au jour et les vies humaines à se perdre même de où l'urgence de trouver des solutions durables à ces cycles de violences et du sous-développement est une impérieuse nécessité, s'il n'est pas tard.

9

III^{ème} partie : Les solutions à envisager pour le court, moyen et long terme.

Pour résoudre cette crise qui hante le peuple burundais en se basant sur ses vraies causes, l'OLUCOME demande au Co-Facilitateur à la crise burundaise que les pourparlers inter burundais ne dépassent pas au maximum une durée de deux mois d'autant plus que le peuple burundais souffre énormément de cette crise et lui propose les solutions durables qui suivent :

Pour le court terme :

1. Le respect strict de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation et la constitution burundaise.
2. inviter au cours du dialogue inter burundais les représentants de tous les acteurs clés de la crise burundaise y compris également les représentants des groupes armés existants qui déstabilisent la paix au Burundi, sans lesquels toute paix retrouvée serait toujours menacée ; les représentants des media brulés et fermés, les représentants des Travailleurs regroupés dans les Syndicats.
3. exiger au Gouvernement en place et aux groupes armés d'arrêter les violences et les emprisonnements injustes ou/et perpétrés dans tous les coins du pays (les assassinats ciblés, les enlèvements des personnes et les tueries de tout genre par les armes à feu, les emprisonnements arbitraires, le lancement des grenades, les tortures et les autres techniques horribles de tuer);

g

4. exiger au Gouvernement en place de mettre en application les résolutions issues du dialogue inter burundais organisé par les Nations Unies à Bujumbura en mai 2015 entre le Gouvernement et les partis politiques notamment la réouverture de certaines stations de radios privées, de libérer inconditionnellement les prisonniers politiques, d'annuler des mandats d'arrêts contre certains leaders burundais de l'opposition, de la société civile et des médias,,...
5. obliger le Gouvernement en place de lever la mesure de suspension de plus de dix organisations de la société civile burundaise, amener la communauté internationale et le Gouvernement burundais à garantir la sécurité des biens et burundais vivant tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays.
6. Créer un espace politique et démocratique favorable et garantir les libertés publiques et d'association.

Pour le Moyen terme :

- 1 .Mettre en place des garanties de la séparation nette des trois pouvoirs : le judiciaire, le législatif et l'exécutif mais également de l'opposition politique, des médias et de la société civile en éliminant le pouvoir caché ou de l'ombre constitué des Généraux et les hommes forts corrompus.
2. Commanditer un audit général de l'Etat.
3. Planifier, mettre en œuvre, faire le suivi-évaluation avec tous les acteurs nationaux issus des services publics, privés et de la société civile (d') un programme de développement national en s'appuyant sur les réels défis encourus lors de l'exécution des Cadres Stratégiques de croissance et de

Lutte contre la Pauvreté 1^{ère} et 2^{ème} génération (CSLPI et II) et mis en exergue par les évaluateurs de ces cadres stratégiques et les résultats de cet audit des comptes de l'Etat ainsi que mobiliser les fonds y relatifs par les dits acteurs.

1. Mettre en place un système de partage équitable du revenu national afin d'encourager les citoyens à s'adonner effectivement aux activités de développement du pays.
2. Créer un cadre de dialogue permanent et inclusif régi par la loi d'une périodicité annuelle entre les gouvernants, tous les partis politiques de l'opposition et les représentants de la société civile burundaise pour étudier et résoudre les défis du moment qui pèsent sur les citoyens burundais.
3. Mettre en place une disposition légale qui énonce l'application impérative de toutes les recommandations issues dudit cadre de dialogue.
4. Mettre en place des mesures qui interdisent le Président de la République à implanter un système qui le protège injustement avec ses alliés.

Pour le long terme :

1. Renforcer les principes démocratiques dans le pays en vue d'accéder à l'indépendance économique effective du Burundi.
2. Mettre en application d'une manière stricte la charte africaine pour la démocratie et la bonne gouvernance.



IVème partie : Mécanismes de suivi

Lors du dialogue inter burundais, l'OLUCOME propose qu'il y ait une mise en place par une loi votée au parlement d'une structure indépendante qui sera dotée des moyens techniques et financiers pour effectuer le suivi de la mise en application de tous les compromis qui seront arrêtés. Elle sera composée des personnalités issues des domaines concernés par les compromis et des secteurs publics, privés, de la société civile et de la communauté internationale tout en ayant préalablement établi les critères objectifs du choix de ces personnalités. Les garants de ces accords doivent faire une évaluation annuelle de sa mise œuvre pendant au moins 10 ans.

Vive le Burundi sans les dirigeants corrompus

Que Dieu Protège le Burundi

Fait à Bujumbura, le 13..107../2016

Pour l'OLUCOME
Gabriel RUFYIRI
Président
Ce 13/10/2016